

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 4 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE

ZAC de l'Aéropole
1300 rue Antoine de Saint-Exupéry
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : N5-2025-0738

Code AIOT : 0006302630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE implanté ZAC de l'Aéropole 1300 rue Antoine de Saint-Exupéry 44150 Ancenis-Saint-Géréon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a notamment pour objet le récolement de l'arrêté préfectoral du 26 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE
- ZAC de l'Aéropole 1300 rue Antoine de Saint-Exupéry 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006302630
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site produit essentiellement des chariots élévateurs thermiques, mais peut également produire des produits plus spécifiques à la demande de ses clients, dans son champ de compétences. Il emploie environ 600 personnes.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consommation de solvants et application de peinture en 2024	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article I.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Émissions de COV en 2024	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article I.2.5.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rejets atmosphériques des installations de peinture	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.2.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Réductions de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Identification des zones à risque d'explosion	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.5.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Aire de lavage des chariots reconditionnés	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Distances d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Consommation d'eau de l'aire de lavage des chariots reconditionnés	Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article 5.2. de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Rétentions associées aux produits liquides	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réduction des consommations de solvants et émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.1.	Sans objet
8	Aire de stockage des balancelles	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.5.	Sans objet
9	Mesures compensatoires aux dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Stockages dans les locaux de produits pétroliers et peintures	Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.3.	Sans objet
14	Contrôle de la qualité des eaux de l'aire de lavage	Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article 5.5. et 5.9.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des compléments sont à transmettre suite à plusieurs constats.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Consommation de solvants et application de peinture en 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article I.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités au titre des rubriques 1978-5, 1978-8 et 2940-2-a
Prescription contrôlée : Consommation de solvants pour les activités de nettoyage : 13 tonnes/an maximum Consommation de solvants pour les activités de peinture : 20 tonnes/an maximum Capacité maximale journalière d'application de peinture : 430 kg/j.
Constats : Il apparaît dans le PGS 2024 une incohérence sur le total de solvants consommé : 32 tonnes page 8, contre 23 tonnes autorisés, et un calcul page 4 mentionnant 28 tonnes de même que le bilan page 11. Abstraction faite de ce total à préciser et à justifier, la répartition des tonnages entre les sous-rubriques ICPE 1978-5 et 1978-8 apparaît cohérente, avec des totaux de 12,3 tonnes pour 13 tonnes autorisées au titre de la rubrique 1978-5 et 16 tonnes pour 20 tonnes autorisées au titre de la rubrique 1978-8, le produit de nettoyage des outils et réseaux d'application de peinture étant bien comptabilisé en 1978-5. Concernant la capacité maximale d'application de peinture sur 2024, le PGS mentionne une valeur moyenne de 223,4 kg/j, non comparable avec le max autorisé de 430 kg/j. L'exploitant a été alerté sur la proximité de la consommation de solvant de nettoyage (12,3 tonnes) au maximum autorisé de 13 tonnes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le total de consommation de solvants est à préciser et à justifier. Une attention sera portée à la cohérence des données fournies dans les futurs PGS. En fonction de la nature et des caractéristiques (présence de cuves, ...) de l'installation de nettoyage des réseaux d'application de peinture, il convient de mener une évaluation, à transmettre, de l'éventuel classement au titre de la rubrique n°2564 de la nomenclature ICPE. L'exploitant justifie enfin, pour l'année 2024, de la capacité maximale journalière d'application de peinture.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Émissions de COV en 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article I.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions annuelles maximales
Prescription contrôlée : <p>La quantité maximale annuelle de COV émise à l'atmosphère de manière canalisée ou diffuse par l'ensemble des installations du site est limitée à 20,2 tonnes, correspondant à la valeur limite d'émission autorisée suite à la dernière enquête publique (arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2001).</p>
Constats : <p>D'après le PGS 2024, les émissions totales de COV se sont élevées pour l'année écoulée à 19,8 tonnes, pour 20,2 tonnes autorisées.</p> <p>L'exploitant a été alerté sur la proximité au maximum autorisé, un des enjeux principaux du site étant représenté par les émissions de COV.</p> <p>Les COVNM (et non totaux) ont été pris en compte dans les calculs de flux et émissions totales ; or le guide de l'INERIS fait référence au flux de composés organiques volatils totaux émis à l'atmosphère.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit fiabiliser son PGS en prenant en considération les résultats de mesures de COV totaux, et transmettre, en lien avec le constat n°1, son PGS révisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Réductions des consommations de solvants et émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Étude de réduction
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant mène une étude de réduction des consommations de solvants du site et des émissions de COV. Il fait le bilan de cette étude en présentant les actions réalisées et les gains obtenus, un plan des actions prévues avec échéancier associé dans le Plan de Gestion de Solvants réalisé au titre de l'année 2024, à transmettre à l'inspection des installations classées avant le 31 mars 2025.</p> <p>Dans ce but de réduction de la consommation de solvants, l'exploitant effectue un suivi mensuel de la consommation de peintures sur le site.</p>
Constats : <p>Le plan d'actions a été inclus à la seconde version du PGS 2024 à la demande de l'inspection des installations classées. Ce plan d'actions est très sommaire, ne distinguant pas la consommation de solvants des émissions de COV ; ses actions sont peu parlantes et il n'y a pas de précisions sur les gains projetés/obtenus.</p> <p>L'exploitant avait préparé pour l'inspection une présentation détaillée de ses actions en matière de réduction de consommation de solvants et émissions de COV :</p> <p>- groupe de travail - présentation du 13/02/2024 et bilan du 12/03/2024, avec un objectif de standardiser des méthodes de travail pour réduire les gaspillages, et de gain de 3 tonnes</p>

d'émissions annuelles de COV dues à des surconsommations multifactorielles aux différents postes de travail. ;

- changement de produits envisagé avec les fournisseurs de peinture, avec la nécessité d'une qualification au niveau Qualité ; les gains en termes de réduction des émissions de COV sont de l'ordre de 25 à 30 % d'ici à 2 ans.

Il a également présenté son suivi mensuel précis des consommations de peintures, associé à un suivi d'indicateurs de consommation par balancelle et par chariot. Ce suivi fait l'objet de réunions mensuelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan d'actions présenté dans le PGS 2024 ne reflète pas à sa juste valeur le travail sur la réduction de la consommation de solvants et d'émissions de COV effectué par l'exploitant, que l'inspection des installations classées l'incite à poursuivre.

Ce plan d'actions sera à mettre à jour et détailler dans le PGS 2025 sur la base des éléments présentés ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Rejets atmosphériques des installations de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle 2024

Prescription contrôlée :

II.1.2.1.Points de rejet

Les valeurs limites d'émissions canalisées relatives aux installations de peinture s'appliquent aux points de rejets suivants :

Bâtiment Soudure

- Ligne de peinture du bâtiment Soudure, y compris le local broierie attenant :

* Cheminée d'extraction de la mini-broierie

* Cheminée d'extraction des cabines de dégraissage et apprêt en mode automatique

* Cheminée d'extraction des cabines d'apprêt en mode manuel, et finition (modes automatique et manuel)

* Cheminée d'extraction des étuves cuisson (séchage)

Bâtiment Assemblage

- 2 Cabines de retouches :

* 2 cheminées d'extraction (une par cabine)

Bâtiment RFC

- 3 cabines de peintures et de 2 locaux de préparation peintures.

* 5 cheminées d'extraction (une par cabine/local)

II.1.2.2.Surveillance des rejets de substances visées à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998

L'exploitant inclut au contrôle annuel des rejets atmosphériques des installations de peinture des mesures de concentration des composés visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 aux points de rejet des installations où ces substances sont utilisées.

Si le flux horaire total de ces composés organiques dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.

En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

Constats :

L'exploitant a transmis avec le PGS 2024 le rapport de contrôle des émissions atmosphériques du 12/11/2024 (mesures réalisées les 18 et 19/09/2024).

Il est constaté :

- que les références réglementaires sont incomplètes ou pour partie erronées ;
- les dénominations des points de rejets objets des mesures ne correspondent pas à celles de l'arrêté du 26/08/2024 rappelées ci-dessus ;
- le local de préparation de la cabine RFC mise en service n'a pas fait l'objet de mesures d'émissions canalisées ;
- la diéthylamine, en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 a bien été mesurée mais uniquement pour les cabines de retouche, et non au niveau de la ligne de peinture où cette substance fait partie des produits utilisés ;
- le méthacrylate de méthyl est présent dans un produit utilisé sur la ligne de peinture, les méthacrylates étant repris en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 n'ont pas été mesurés sur les rejets concernés ;
- en complément des constats formulés pour les installations de peinture, les mesures d'émissions de l'activité traitement de surface montrent des résultats à 0, ce qui interroge quant à la représentativité de ces mesures ;
- le rapport ne fait apparaître aucune non-conformité aux valeurs limites applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un contrôle inopiné des rejets atmosphériques étant diligenté cette année, celui-ci devra dans la mesure du possible couvrir les vérifications non effectuées en septembre 2024 (voir observations ci-dessus), ainsi que les futures mesures réalisées sous la responsabilité de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Réductions de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Étude de réduction

Prescription contrôlée :

À l'issue de l'étude subventionnée par l'Agence de l'eau relative au traitement de l'eau de l'installation de traitement de surface, et au plus tard le 31/12/2024, l'exploitant transmet les conclusions du cabinet conseils Orizon, ainsi qu'un plan d'actions avec échéancier associé dans le but de limiter la consommation d'eau de l'installation.

Constats :

Suite à l'étude réalisée, ORIZON a préconisé un plan d'actions pour la réduction de consommation d'eau de cette installation (conclusions transmises le 08/01/2025).

Il ressort des échanges avec l'exploitant, préalablement et lors de l'inspection que :

- n'ayant pas de garantie sur les gains de consommation attendus, ni concernant le retour sur investissement, l'exploitant a décidé d'engager lui-même des travaux d'amélioration réalisés par son service Maintenance, comprenant notamment la mise en place d'un filtre à bande, la modification du réseau pour le rejet au réseau des concentrats d'osmoseur, et l'instrumentation pour le suivi en temps réel de l'installation ;
- le premier gain attendu est l'amélioration de la qualité des eaux de process, puis la réduction de la quantité de déchets dangereux, et enfin la réduction de la consommation d'eau (de 11 à

13 m ³ /mois).
Un compteur a été mis en place pour les concentrats d'osmoseur, un alternant devant suivre la réalisation du projet avec achat du filtre à bande sur 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient de préciser les travaux réalisés, les échéances associées ainsi que les améliorations attendues (avec données chiffrées).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Identification des zones à risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Etude pour les bâtiments Soudure et Assemblage
Prescription contrôlée :
D'ici fin 2024, l'exploitant rend compte à l'inspection des installations classées de l'étude menée sur les risques d'explosion dans les bâtiments Soudure et Assemblage, en présentant les zones à risque identifiées, les dispositions réglementaires applicables aux installations classées concernées, ainsi qu'un plan d'actions et un échéancier associé pour la mise en adéquation des équipements aux risques.
Constats :
Le rapport de cette étude (complété en date du 25/05/2025 suite à une intervention du bureau d'études le 20/11/2024) a été présenté lors de l'inspection.
Il présente un tableau de synthèse des zonages ATEX avec une hiérarchisation des risques. L'étude d'adéquation des équipements aux risques est en cours.
L'exploitant précise que pour le bâtiment RFC certaines actions de mise en adéquation ont été réalisées, les autres zones concernées n'étant pas encore mises en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet dans les plus brefs délais le rapport d'étude d'adéquation, et son plan d'actions associé, en priorisant la mise en conformité des zones les plus à risque.
Il est rappelé que le délai initial de remise de ces éléments était fixé à fin 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Aire de lavage des chariots reconditionnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux de lavage
Prescription contrôlée :
Les eaux issues du lavage des chariots reconditionnés sur l'aire dédiée (voir la localisation en annexe) sont collectées via un caniveau béton central, pré-traitées et rejetées dans le réseau d'eaux usées du site conformément aux règlements en vigueur via un regard de contrôle avec dispositif de fermeture manuel et permettant des mesures et prélèvements d'échantillons représentatifs.
L'exploitant s'assure que les installations d'assainissement communales sont adaptées au traitement de ces rejets (en matière de qualité et de quantité).
Constats :

<p>Lors de la visite il a pu être constaté que les eaux de lavage étaient collectées sur l'aire dédiée par un caniveau central, ainsi qu'un caniveau secondaire le long du portail extérieur d'entrée des chariots.</p> <p>Plusieurs regards de réseaux à proximité de l'aire ont été indiqués par l'exploitant comme correspondant au séparateur d'hydrocarbures et au point de prélèvement.</p> <p>Concernant l'autorisation de déversement de ces eaux et la convention de rejet associé, l'exploitant indique avoir transmis à Véolia, gestionnaire pour la COMPA : la FDS du produit de lavage utilisé, le plan des réseaux de l'aire de lavage, les résultats de premières analyses sur les rejets en phase de test de l'installation. Il indique avoir également informé des modifications sur le traitement de l'eau de l'installation de traitement de surface. Il précise avoir relancé le gestionnaire mais être sans réponse à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier des démarches effectuées auprès du gestionnaire de la station d'épuration pour régulariser la situation de ses rejets, et transmettre l'autorisation de déversement et convention de rejet associée dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°8 : Aire de stockage des balancelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.1.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales de la zone de stockage de balancelles située au sud-ouest du bâtiment RFC sont collectées et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du site conformément aux règlements en vigueur, après pré-traitement et tamponnement si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de stockage, visitée, est manifestement reliée au réseau d'eaux pluviales du site. L'exploitant précise qu'une capacité de traitement (séparateur d'hydrocarbures) et de rétention associée a bien été installée, conformément au descriptif du porter à connaissance de février 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°9 : Mesures compensatoires aux dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les mesures compensatoires liées aux modifications de ces prescriptions, mises en œuvre par l'exploitant de TOYOTA Material Handling Manufacturing France, sont notamment les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bâtiments Soudure, Assemblage et RFC sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie [...].
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être observé par sondage, au sein des bâtiments RFC, Assemblage et Soudure, la présence de systèmes de détection incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détecteurs linéaires à proximité et au-dessus des zones de peinture et traitement de surface, à risque d'incendie,

<ul style="list-style-type: none"> - détecteurs de fumée dans la zone d'expédition des chariots, et futur local "CVI", - détecteurs de fumée et explosimètres dans le local de charge dédié du bâtiment RFC. <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité d'une détection spécifique aux aspirations des bains de traitement de surface (cf art. 19 – AM 09/04/19 – point non vérifié dans le cadre de la présente inspection).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Distances d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de propagation d'un incendie
Prescription contrôlée : Les chariots élévateurs présents dans le local expédition sont maintenus à plus de 10 m de la paroi du local des produits pétroliers (voir sa localisation en annexe). [...]
Constats : Il a été constaté la présence d'un poste de charge de batterie et d'un chariot à proximité de la paroi intérieure du local de stockage des produits pétroliers. Deux chariots étaient également stationnés en extérieur à l'angle de ce local et de l'espace "Expéditions chariots".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de déplacer le chargeur de batterie de la paroi du local des produits pétroliers afin qu'aucun chariot n'y soit présent à moins de 10 m de cette paroi. Concernant les chariots stationnés à l'extérieur, l'exploitant doit se positionner sur les risques de propagation d'un incendie du local des produits pétroliers vers le bâtiment Expéditions par cet intermédiaire, et sur la nécessité ou non en conséquence de déplacer cette zone de stationnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°11 : Stockages dans les locaux de produits pétroliers et peintures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2024, article II.2.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Quantités maximales stockées
Prescription contrôlée : Les stocks au sein du local produits pétroliers, tel que localisé en annexe du présent arrêté, d'huile combustible non inflammable du présent arrêté et de gasoil/GNR sont limités respectivement à 60 tonnes et 12,5 tonnes. Le stock de peintures dans le local dédié, tel que localisé en annexe du présent arrêté, est limité à 3,4 tonnes.
Constats : Il a été relevé à l'intérieur du local de stockage des produits pétroliers : <ul style="list-style-type: none"> - Huiles : 3 GRV dont un d'huile usagée, 10 fûts de 200 L, des cuves de 3000 L, 6000 L, 12 000 L, 3000 L et 30 000 L, soit 59 000 L d'huiles, - Une cuve de 8140 L de liquide de refroidissement, - une cuve de 3000 L de gasoil, et une cuve de 12 000L de GNR. L'exploitant a transmis après l'inspection les capacités maximales de stockage du local, par cuve et pour les huiles usagées. Le total permet bien le respect des quantités maximales autorisées.

<p>A l'intérieur du local de stockage de peinture, seul le stockage au sol est réservé aux peintures. L'exploitant a précisé que le total maximal de 3,4 tonnes correspond à un remplissage maximal par des bidons pleins des emplacements disponibles au droit des rétentions.</p> <p>Le tableau de l'exploitant précisant les quantités maximales stockées montre un total de 3,2 tonnes, inférieur donc à la quantité maximale autorisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Consommation d'eau de l'aire de lavage des chariots reconditionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article 5.2. de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction de la consommation d'eau
Prescription contrôlée : Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : L'exploitant n'a pu préciser lors de la visite si l'aire de lavage était munie d'un compteur permettant de suivre ses consommations d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter les mesures prises pour limiter au maximum la consommation d'eau de l'aire de lavage des chariots. Il précise si un compteur d'eau est ou va être mis en place pour le suivi spécifique de cette activité consommatrice d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°13 : Rétentions associées aux produits liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement de liquides
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
Constats : Quelques fûts et bidons n'étaient pas sur rétention au sein du local de stockage des peintures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les peintures liquides, même juste livrées, doivent faire l'objet d'une mise sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°14 : Contrôle de la qualité des eaux de l'aire de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article 5.5. et 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : <p>5.5. Valeurs limites de rejet : Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;- température : 30 °C. [...] <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none">- hydrocarbures totaux (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 100 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j- métaux totaux (NF T 90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;- azote global (exprimé en N) (NF EN ISO 25663, 10304-1 et 10304-2) : 150 mg/l ;- phosphore total (exprimé en P) (NF 90-023) : 50 mg/l. <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>5.9 . Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 5.5 :</p> <ul style="list-style-type: none">- hydrocarbures totaux ; - métaux totaux ; - azote global ; - phosphore total. <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Le préfet peut, à tout moment, demander à l'exploitant de lui présenter les résultats de ces mesures, qui doivent dater de moins de trois ans.</p> <p>Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis dans l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits dans l'installation.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique avoir fait réaliser des premières mesures de qualité des rejets d'eau de l'aire en phase test, avant mise en service.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>En l'absence d'autorisation de déversement et de convention de rejet, l'exploitant procède aux premières analyses des eaux de rejet de l'aire de lavage du bâtiment RFC au cours de l'année 2025, en situation représentative d'activité, et veille au renouvellement de ces mesures tous les 3 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite